

L'écho du Sup

Le journal de la CGT FERC Sup

Numéro 4 - Octobre 2023

GROS PLAN

Syndicat
CGT FERC Sup du Muséum

SALAIRES

L'échelle mobile des
salaires, maintenant !

TRIBUNE LIBRE

Force et ténacité

Dossier

**Urgence climatique - enjeux
scientifiques vers enjeux
syndicaux**

L'écho du Sup

Quadrimestriel de la CGT FERC Sup
263 rue de Paris
Case 544
93515 Montreuil Cedex

Téléphone +33 155 82 76 28
Courriel ferc-sup@ferc.cgt.fr
Site <https://cgt.fercsup.net/>

Directeur de publication
Jean-Marc NICOLAS

Rédaction et relecture
Frédérique BEY
Cedric BOTTERO
Marie-Claude CHARRIER
Alexis CUKIER
Hendrik DAVI
Olivier DRIGET
Jacques GUILBERT
Alexandre KORBBER
Vincent MARTIN
Françoise MOREL-DEVILLE
Jean-Marc NICOLAS
François POUPET
Amandine RENAULT
Christine ROQUET

Conception et coordination éditoriale
Frédérique BEY
Olivier DRIGET

Direction artistique et mise en page
Olivier DRIGET

Crédit photo couverture
@Alexandre KORBBER

ISSN version numérique : 2826-4185
ISSN version imprimée : 0223-3312

Impression
Rivet Presse Edition
24 Rue Claude Henri Gorceix
87280 Limoges



Cher·es camarades,

Avec ce 4^e numéro, notre journal de la CGT FERC Sup trouve son rythme de croisière et une cohérence particulière, en mettant au centre les enjeux étroitement liés de l'écologie, de la justice sociale et du syndicalisme. L'éclairage sur le syndicat CGT du Muséum d'Histoire Naturelle illustre le renforcement d'un ancien et puissant syndicat de l'Union FERC Sup en s'appuyant sur l'arrivée de jeunes syndiqué·es et en creusant les enjeux du féminisme et de l'écologie. Les multiples productions de l'Union de ces derniers mois sont rappelées ensuite, comme autant de leviers à la syndicalisation. Un article revient ensuite sur les conséquences du retour de l'inflation, liée au marché spéculatif de l'énergie. Enfin, le dossier central, consacré à l'écologie, est ouvert à des camarades CGT au-delà du comité de rédaction, afin de nourrir la réflexion collective. Il s'efforce de préciser quelques une des perspectives syndicales ouvertes par la question environnementale, afin d'amorcer la réflexion et l'action dans nos syndicats d'abord, et de participer à la réflexion au sein de toute la CGT ensuite.

En espérant que ce numéro 4, qui sera imprimé et envoyé à chaque syndiqué·e de l'Union nationale FERC Sup, saura vous intéresser tout en confirmant votre engagement syndical. Et peut-être susciter aussi votre curiosité, pour aller creuser ces questions, mais aussi lire ou relire les précédents numéros de l'Écho du Sup, disponibles uniquement sur le site Web de la FERC Sup.

Et soyons convaincus que les solutions à cette crise aigüe du capitalisme, qui menace la planète entière, seront issues du combat syndical.

Fraternellement,

Jean-Marc Nicolas,
Secrétaire général de la CGT FERC Sup



Photo : © Union CGT FERC Sup



Photo : © Martin Noda



Photos : © Alexandre Korber



01 | **L'édito**

04 | **En gros plan**
Le syndicat CGT FERC Sup du Muséum

07 | **Nos productions CGT FERC Sup**
Les dernières publications des collectifs de l'union CGT FERC Sup

08 | **Salaires**
L'échelle mobile des salaires, maintenant !

10 | **Le dossier**
Urgence climatique - enjeux scientifiques vers enjeux syndicaux

- Réalités du changement climatique
- Recherche scientifique et bifurcation écologique
- Pour un syndicalisme écologique de classe, redécouvrir l'histoire commune des luttes sociales et environnementales
- Santé au travail et environnement : vers la construction d'une démarche syndicale
- Qui sont les jeunes diplômé.es « bifurqueurs » ?
- Le coût environnemental des outils numériques
- Ecologie et extrême(s) droite(s)
- Formation : B.A.-BA du climat et de la biodiversité

27 | **En bref**

- 5e Congrès FERC Sup
- 14e Congrès FERC - Mai 2023 – Quiberon

28 | **L'Entretien**
A l'occasion du CNU de juin 2023, Danielle Linhart, sociologue du travail était l'invitée de notre union nationale

30 | **La tribune libre**
Force et ténacité

32 | **C'est à lire**
Histoire populaire de la psychanalyse

Gros plan sur un syndicat : Syndicat CGT FERC Sup du Muséum

Rencontre avec

Lola Johannes

Co-secrétaire du syndicat CGT FERC Sup Muséum
et

Manon Le-Neün

Membre de la Commission exécutive du syndicat

Lors des élections professionnelles de décembre 2022, comme aux élections des conseils de juin 2023, la CGT a progressé de manière extraordinaire. Ces résultats valident la stratégie de construction fondée sur le féminisme, la syndicalisation et l'implantation, le travail revendicatif de terrain, l'ouverture et la démocratisation et, bien-sûr, l'ancrage dans les luttes, avec une volonté de ne pas être seulement là pour témoigner, mais pour gagner nos combats.



Photo : © Alexandre Korber

L'établissement

Communauté

900 étudiant-es
2 500 personnels

Implantation

Le Muséum d'Histoire Naturelle est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche réparti sur 13 sites à Paris et en région. Il met en œuvre 5 missions statutaires que sont la recherche, les collections, l'expertise, la diffusion des connaissances et l'enseignement, au travers de laboratoires, d'ateliers, de galeries d'exposition, de jardins botaniques, de parcs zoologiques, de collections, et de bibliothèques.

Un des atouts du Muséum réside dans ses collections abritant herbiers, météorites, micro-organismes, ouvrages anciens, vertébrés, invertébrés marins, roches, insectes, momies, fossiles... Elles sont un support précieux pour les enseignant-es-chercheur-ses, les étudiant-es, les agent-es travaillant pour les expositions, les médiateur-ices etc...



Représentativité incontestable

Avec plus du tiers des voix, la CGT devient la première organisation syndicale du Muséum. Ce score, loin devant les autres organisations, est historique et inédit pour notre syndicat CGT.

C'est une réussite collective : chaque syndiqué-e compte et chaque syndiqué-e supplémentaire est un pas de plus qui nous rapproche de la victoire.

Une CGT en position de force, c'est une arme au service de tous nos collègues pour nos prochaines luttes. Contre la fermeture de la cantine, contre la destruction des retraites, contre les licenciements, contre tous les mauvais coups : la Direction sait qu'elle aura face à elle une force syndicale combative et déterminée capable de rassembler largement autour d'elle.



Photo : © René Clerc

Nouvelle dynamique

Pendant la mobilisation sur les retraites en 2019-2020, de nouveaux syndiqué-es en majorité des jeunes ont rejoint la CGT. Nos co-secrétaires ont revu notre fonctionnement pour être moins dans les instances et plus sur le terrain avec les collègues.

Lors de notre congrès début 2021, nous avons mis en place une commission féministe et une commission écologie car pour notre syndicat, ce sont des sujets sociaux et ils font partie intégrante de la lutte des classes.

Cette ouverture est remarquée et conduit à l'arrivée de nouvelles adhésions à la CGT.

Notre CE se réunit tous les jeudis, élargie à tou-te-s les syndiqué-es, et ouverte aux collègues en réflexion pour se syndiquer,

ce qui donne un sentiment d'ouverture et une intégration immédiate dans la vie syndicale.

Nous organisons aussi des moments conviviaux réguliers et allons à la rencontre des camarades éloignés ou avec des horaires plus contraignants.

Les jeunes syndiqué-es sont très engagé-es dans les luttes au Muséum et dans les mobilisations interprofessionnelles comme celle des retraites. Ils et elles participent aux réunions CGT interprofessionnelles et aussi à la préparation des différents congrès de la CGT.

Le syndicat prend sa part dans la CGT interprofessionnelle avec la participation de plusieurs syndiqué-es, notamment dans le dispositif d'Animation des Luites et Sécurité.

Le syndicat



Co-secrétaires

Lola Johannes
Alexis Martin

Trésorière

Agnière Touret-Alby

Taille syndicat



Adresse

Syndicat CGT FERC Muséum
43 rue Buffon
75005 Paris

cgt-mus@mnhn.fr

<https://cgt.fercsup.net/syndicats/ile-de-france/museum/>

Les luttes se développent

Le Muséum a connu trois grèves importantes depuis 2020, parfois suivies à 100 %, y compris des chefs de service.

Même si elles n'ont pas toutes été victorieuses pour la satisfaction des revendications, elles ont toutes démontré aux collègues que par la grève ils pouvaient être entendus. De l'expérience du doute avant l'action, ils font désormais celle du pouvoir de la lutte.

Ces expériences ont permis aux travailleuses et aux travailleurs du Muséum, avec une forte proportion de précaires, de prendre conscience de leur force et de ne plus se laisser faire.

Maintenant, lorsque la CGT agit, les autres syndicats la suivent bien souvent.

Une CGT visible plus forte

En plus des informations par mails, des tracts distribués devant la cantine, le syndicat réfléchit à un nouveau site Internet à son image.

Le syndicat dispose maintenant d'une panoplie d'outils (logo, banderole, drapeaux) aux couleurs variées choisies par les syndiqué-es. Motivés, nous créons des cortèges festifs dans les manifestations. On se fait remarquer et c'est bien ! Ça donne envie et on continue à faire de nouvelles adhésions à la CGT.

Nous avons démontré que le recul de la CGT n'était pas une fatalité : quand on construit le syndicat à partir des revendications concrètes des collègues, au plus près de l'outil de travail, et quand on met l'outil syndical au service des luttes féministes, quand on l'ouvre à l'écologie, la CGT progresse.

Victoire pour le syndicat CGT du Muséum National d'Histoire Naturelle !

Victoire pour les grévistes du Service des expositions, du Service technique muséographique et du Service muséographique de la Galerie de Paléontologie et d'Anatomie comparée !

Les agent-es du Service des expositions, du Service technique muséographique et du Service muséographique de la Galerie de Paléontologie et d'Anatomie comparée, soutenu-es et accompagné-es par le syndicat CGT du Muséum, étaient en grève reconductible le lundi 26 juin 2023 contre le projet de réorganisation/fusion de leurs services, imposé par la Direction.

Plusieurs organisations de la CGT ont mandaté des représentantes et représentants sur le piquet de grève pour soutenir les agent-es : l'union locale des syndicats CGT des 5e et 6e arrondissements, la CGT de l'université Paris 8, la CGT de l'université Paris 3 (Sorbonne Nouvelle), la Fédération CGT des Services Publics et l'union nationale FERC Sup des syndicats CGT de

l'enseignement supérieur et de la recherche. Charlotte Vanbesien, secrétaire générale de la Fédération Education Recherche Culture de la CGT, est venue rencontrer et soutenir les grévistes.

Reçu-es en urgence par la Direction dans l'après-midi, les grévistes et le syndicat CGT du Muséum ont obtenu :

- la suspension immédiate du projet de réorganisation/fusion,
- la non-convocation d'un Conseil Social d'Administration exceptionnel qui aurait conduit à entériner le précédent projet,
- l'ouverture d'un cycle de négociations en septembre pour que les agent-es des trois services puissent faire valoir leurs revendications avant tout nouveau projet de réorganisation.

Les agent-es ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications, la CGT lève le préavis de grève.

Les agent-es et le syndicat CGT du Muséum resteront vigilants et mobilisés pour défendre les métiers, les conditions de travail et les emplois dans ces trois services.





Depuis le début de ce mandat, la direction nationale et ses collectifs constitués sur le périmètre des syndicats des établissements de l'enseignement supérieur, ont travaillé à la réalisation d'outils, guides, fiches pratiques, notes et analyses à destination des syndicats, des militant·es et des personnels de l'ESR. Voici les dernières publications.

Les dernières publications des collectifs de l'union CGT FERC Sup

Transmises aux directions de syndicats par l'intermédiaire des TAM TAM, relayées par le Trait d'union hebdomadaire, et déposées sur le site militant, les publications des collectifs peuvent également faire l'objet d'une diffusion large à l'ensemble des personnels, via un article sur le site web de l'Union. Elles ont pour principal objectif d'équiper les militant·es CGT.

Concernant le collectif Travail-Santé-Harcèlement, dans la série « les dossiers de l'agent·e et la démarche travail », ont récemment été publiées (en diffusion restreinte, accès sur le site militant) : une fiche sur le dossier individuel et une autre sur le dossier médical. Par ailleurs, parmi les nouvelles publications sont disponibles des notes sur le règlement intérieur du CSA et de la FSSSCT, sur la lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles, sur la FSSCT, les accidents de service et maladies professionnelles (ces fiches sont toutes en diffusion restreinte, accès sur le site militant). Enfin, une fiche sur les droits d'alerte et de retrait peut être diffusée plus largement au sein de vos établissements.

Le collectif BIATSS a également diffusé les fiches suivantes : lire sa fiche de paie ; le supplément familial de traitement, parents : congés, autorisations d'absence, travail à temps partiel et disponibilité ; autorisations d'absences ; grilles indiciaires ; LDG mobilité ; droit aux congés annuels (en accès restreint, sur l'espace militant uniquement) ; constitution du dossier de demande d'admission à la retraite (en accès restreint, sur l'espace militant uniquement). Les anciennes publications (par exemple : entretien professionnel, RIFSEEP des personnels ITRF, AENES, Bib.) sont toutes disponibles sur le site web de l'Union.

Le collectif Enseignant·e-chercheur·se a élaboré une analyse complète sur le statut des PRAG – PRCE. Un document sur les contractuel·les enseignant·es est en cours de finalisation.

Le collectif doctorant·es de l'Union a produit un tract présentant le collectif, comment le rejoindre, et proposant la syndicalisation aux collègues doctorant·es.

Enfin, le Guide sur le droit syndical,

élaboré par la Vie syndicale, est mis à jour dès que des changements de dispositions légales apparaissent. Composé de fiches « détachables », qui vont à l'essentiel du droit, chaque fiche permet en un coup d'œil de retrouver des données que les militant·es mettent parfois des heures à trouver. Ce guide est accessible sur le site militant à tous les syndiqué·es de l'union.

Les camarades des collectifs de l'union nationale FERC Sup travaillent à informer le mieux possible les syndicats, leurs militants et militantes : saisissez-vous de ces documents, servez-vous-en ! Ils sont utiles, facilitent l'activité syndicale et la communication.

Tous ces documents sont compilés sur le site militant :

https://nextcloud.fercsup.org/index.php/apps/files/?dir=/Partages/B-SYNDICATS-nouvelle-arborescence/03_INFORMATIONS_COMMUNICATION/0309_Publications/0309_Productions_Collectifs_FercSup&fileid=772463

L'échelle mobile des salaires, maintenant !

La mobilisation historique du début 2023 pour la défense de nos retraites se prolonge avec la question salariale. Avec l'inflation, les salarié·es se paupérissent. Les grilles des fonctionnaires sont de plus en plus écrasées. De l'autre côté, les profits des grands groupes explosent : 152 milliards d'euros de bénéfice net pour 38 des sociétés du CAC 40. Et le problème serait la spirale prix – inflation ?



Photo : © Martin Noda

Le gouvernement a décidé une nouvelle fois de ne pas revaloriser le point d'indice à hauteur de l'inflation. Cette dernière galope : +1,6 % en 2021, +5,2 % en 2022,

et l'INSEE prévoit 5 % en 2023 (+4,8 % en août sur 1 an). L'indice des prix a grimpé de 105,12 en janvier 2021 à 118,89 en août 2023, soit +13,10 %. Concernant

les prix de l'alimentation, c'est bien pire : l'indice a bondi de 22,27 % sur la même période (de 108,57 à 132,75). Les « ménages modestes », comme on



dit, sont particulièrement impactés par l'augmentation de ce poste de dépense, difficile à éviter –on doit bien se nourrir !

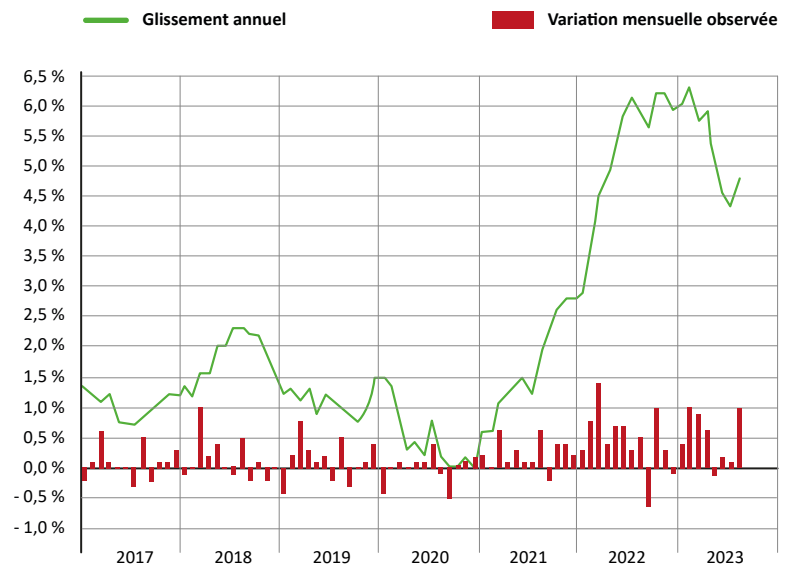
Heureusement, le SMIC a suivi à peu près l'inflation –sans aucun coup de pouce du gouvernement– (+13,5 % de 2020 à mai 2023). Par comparaison, le point d'indice n'a été revalorisé que de 5 % (+3,5 % en juillet 2022, puis +1,5 % en juillet 2023)... Au passage, la hausse du SMIC a un impact négatif sur le financement de la Sécurité Sociale, car de plus en plus de salariés du privé voient leur salaire entrer dans la fourchette 1xSMIC à 2,4xSMIC, dans laquelle les patrons sont exonérés de cotisations sociales. Le vol de nos cotisations, qui est notre salaire différé/ socialisé, s'amplifie donc.

Le journal patronal Les Echos n'hésite pas à titrer le 7 sept. 2023 : « Les marges des entreprises continuent d'alimenter l'inflation en France », car ce sont bien les profits des capitalistes qui sont le moteur de l'inflation. En 2022 : Total fait 19,5 milliards d'euros de résultat, Stellantis 16,8 Mds€, LVMH 14,1 Mds €, CMA CGM 23,5 Mds €... Des profits record ! La spirale « prix – salaires » que patronat et gouvernement nous opposent avec l'appui des économistes bien-pensants, à chaque revendication salariale, a bon dos.

C'est la spirale des profits qu'il faut casser et redistribuer aux travailleur-ses les milliards qu'ils produisent.

Revenons aux agent-es publics, particulièrement impactés. Le gouvernement a inventé diverses mesurètes afin de ne pas augmenter la valeur du point d'indice, tout en tentant d'atténuer la colère qui gronde. Il a beau jeu de redistribuer quelques centaines de millions sous forme de prime « pouvoir d'achat », de remboursement de frais de transport (passé de 50 % à 75%), de maintien de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), et autres... Tout ceci au passage ne permet pas de cotiser pour la retraite ! Et le plus souvent, les employeurs mettent en place l'individualisation de la rémunération (RIFSEEP et RIPEC), demandent de

Évolutions de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee - indices des prix à la consommation



Photo : © Jeanne Menjoulet - flickr

travailler plus. Mais surtout, pendant ce temps, ce sont des milliards qu'ils économisent sur notre dos.

L'inflation a donc fait durablement son retour en Europe et en France. Après des années de modération salariale directe, le Capital semble avoir redécouvert ce moyen d'extorquer une nouvelle part de plus-value aux travailleuses et travailleurs. En d'autres mots, les capitalistes nous font payer leur crise, en nous paupérisant toujours plus. La confrontation entre le monde du travail et ceux qui possèdent

les moyens de production et tous ceux qui les servent (gouvernements, État, médias, etc.) est inéluctable, à brève échéance. Il en va non seulement de notre dignité, mais de plus en plus de notre survie. Quand ? Comment ? On ne peut pas le deviner, mais elle arrivera. La page de la mobilisation contre la casse de nos systèmes de retraite n'est pas tournée. La CGT sera présente aux côtés des travailleuses et travailleurs pour organiser la mobilisation. La revendication de l'échelle mobile des salaires est incontournable.



Le dossier

Urgence climatique- enjeux scientifiques vers enjeux syndicaux

- Réalités du changement climatique
- Recherche scientifique et bifurcation écologique
- Pour un syndicalisme écologique de classe, redécouvrir l'histoire commune des luttes sociales et environnementales
- Santé au travail et environnement : vers la construction d'une démarche syndicale
- Qui sont les jeunes diplômé·es « bifurqueurs » ?
- Le coût environnemental des outils numériques
- Ecologie et extrême(s) droite(s)
- Formation : B.A.-BA du climat et de la biodiversité

Collectif de rédaction :

Frédérique Bey
Cedric Bottero
Alexis Cukier
Hendrik Davi
Alexandre Korber
Françoise Morel-Deville
Jean-Marc Nicolas



« L'effondrement climatique a commencé », a réagi le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à l'annonce de l'observatoire européen Copernicus, indiquant que l'été 2023 avait été le plus chaud jamais mesuré dans le monde depuis les derniers 120 000 ans, c'est-à-dire aux débuts de l'humanité. De leurs côtés, des chercheurs et chercheuses français, zadistes et militants du climat multiplient les tribunes et les actions pour alerter contre un possible emballement climatique et appellent à un projet Manhattan de la transition écologique neutre en carbone.

En réponse, Patrick Pouyanné, patron de Total Énergies, oppose la « vie réelle » aux données du consensus scientifique présentées par Jean Jouzel, lors de son discours devant une assemblée glaciale au Medef ; l'exécutif criminalise les organisations environnementales et esquisse une « écologie à la française » axée sur la « compétitivité » et la « souveraineté » !

Ne nous y trompons pas, la France, comme les pays riches ayant les mains liées avec les grands patrons d'industries et les ploutocrates, ne prendra pas les mesures nécessaires de manière préventive, mais continuera à exploiter la population et à détruire les ressources naturelles, afin de prolonger son modèle technico-industriel.

Alors, comment se faire entendre et quelle(s) méthode(s) adopter ? D'abord, prendre conscience qu'il y a des choix de société urgents à faire pour un autre avenir. Ensuite, accompagner nos syndicats pour résister et négocier le virage. Notre mobilisation sur la transition doit proposer des perspectives sociales et existentielles en contrepoint de l'idéologie capitaliste et des représentations négatives des collapsologues qui n'offrent que des souffrances psychiques à la jeunesse. Bifurquer vers une autre société au nom de l'habitabilité de la planète, c'est-à-dire d'une répartition des ressources et des biens communs, à la mesure des besoins humains et non humains.

Réalités du changement climatique

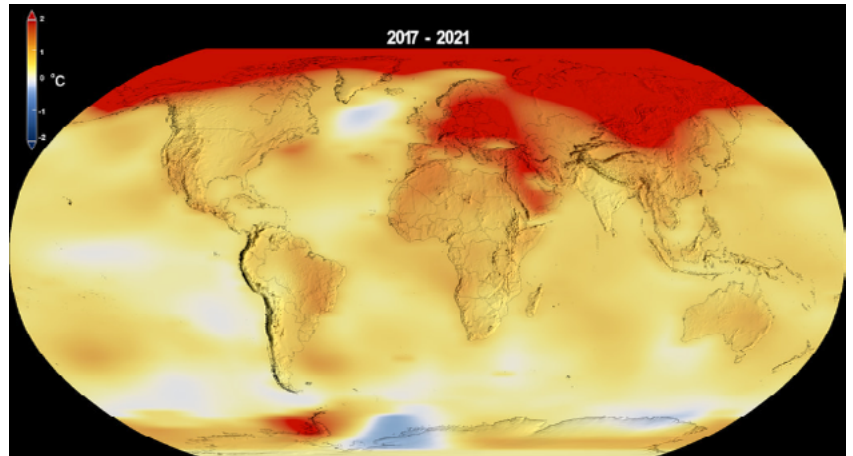
L'avènement du capitalisme (XVII^e siècle) et le début de l'ère industrielle (1850) ont conduit à prélever et à brûler de plus en plus de combustibles fossiles pour alimenter la machine capitaliste en matières premières et en énergie. Cela a perturbé l'équilibre énergétique du système Terre – Atmosphère, amorçant un changement climatique rapide et puissant aux conséquences lourdes pour l'humanité.

Jean-Marc Nicolas

CGT FERC Sup syndicat Université de Lille

La réalité du changement climatique continue à être contestée par des groupes au service des lobbys des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, ...) puissants ou nombreux (complotistes sur les réseaux sociaux). Ces négationnistes du climat continuent à se faire entendre en raison de la différence entre météorologie (prévision du temps à court terme, de 1 à 30 jours) et climatologie (étude statistiques des variables climatiques à long terme, de quelques années à plusieurs millénaires). Notre conscience humaine a du mal à appréhender le changement climatique : nous pouvons tous et toutes observer ou subir ses réalités, comme les canicules répétées, les phases de sécheresse suivies de phases d'inondation, l'érosion des glaciers et le manque de neige ou encore la multiplication des coups de vents. Et les oublier au premier été humide ou après un hiver glacial ! Par ailleurs, si le climat a beaucoup changé depuis la naissance de la Terre, le changement actuel est unique par sa vitesse (quelques siècles plutôt que quelques millénaires) et par son origine anthropique (créé par l'espèce humaine) plutôt que par un phénomène naturel (changement de l'axe de la terre, volcans, météorites...) Pourtant les bases et les preuves scientifiques de ce changement sont anciennes et solidement établies.

Dès le début du XIX^e siècle, le physicien



Carte du réchauffement climatique depuis 1850 (NASA, Scientific Visualization Studio)

<https://svs.gsfc.nasa.gov/4964>

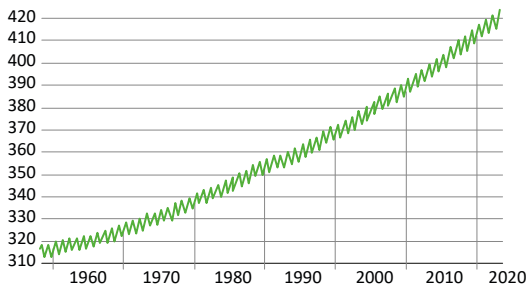


français Joseph Fourier (1768 – 1830) appréhende les bases de l'effet de serre, en comprenant que certains gaz de l'atmosphère absorbent une partie du rayonnement solaire (CO₂, vapeur d'eau, méthane...), s'échauffent et diffusent cette énergie sous forme de rayonnement infrarouge. Sans cet effet de serre, la température moyenne à la surface de la Terre serait de -18° C. Parmi les gaz à effet de serre, le CO₂, issu de la respiration des organismes vivants comme de la combustion du bois et des énergies fossiles, intéresse très tôt les chercheurs. En 1895, le chimiste Suédois Svante Arrhenius (1859 – 1927) calcul

le carbone (CO₂) dans l'atmosphère sur la température de surface et théorise l'impact des activités humaines sur le climat. À partir de 1958, le chimiste états-unien Charles Keeling quantifie l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère. Ces mesures ont continué et établissent que nous sommes passés de 315 ppm de CO₂ en 1958 à 415 ppm en 2022. Par ailleurs, l'étude des bulles d'air prisonnières des calottes glacières permet d'établir que depuis 12 000 ans (fin de la dernière période glaciaire) et jusqu'en 1850 (début de l'ère industrielle), la concentration de CO₂ était de 280 ppm.

Depuis 1966 et le début de l'observation

Concentration mensuelle de dioxyde de carbone en partie par million (ppm)



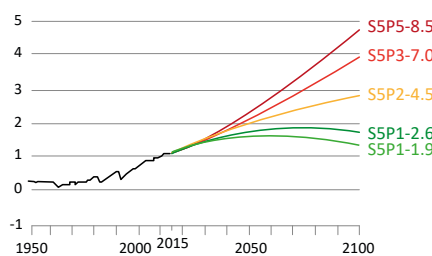
Évolution du CO2 dans l'atmosphère depuis 1958 (Scripps Institution of Oceanography, UCSD)

de la Terre depuis l'espace, les satellites de plus en plus nombreux et sophistiqués permettent de mesurer à l'échelle globale de très nombreux paramètres essentiels comme la température de la surface terrestre, la hauteur des océans, la composition et la couverture nuageuse de l'atmosphère, ou encore l'évolution de la biosphère terrestre et marine. Ce réseau d'observations spatiales permet un suivi quotidien de notre planète, à la fois pour les prévisions météorologiques comme pour le suivi de l'évolution climatique.

Enfin, le Groupe d'experts inter gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est créé en 1988 sous l'impulsion de l'Organisation Météorologique Mondiale. Ouvert à tous les états membres de l'ONU, il regroupe des dizaines de scientifiques chargés de publier régulièrement (5 à 6 ans) une synthèse des travaux scientifiques sur le climat. Le 6^e et dernier rapport a été publié en trois parties entre 2021 et 2022. Il présente les bases scientifiques, l'impact et les pistes à envisager pour répondre et atténuer le réchauffement climatique. Sur la base de modèles de circulation générale (GCM), il documente également l'évolution possible du climat selon plusieurs scénarii d'émission de CO2, certains très optimistes (émissions nulles de CO2 en 2050) jusqu'à des scénarii très pessimistes (doublement des émissions de CO2 en 2050), ainsi que la sensibilité grandissante de nos sociétés à cette évolution. Le GIEC souligne l'accélération des émissions de CO2 : sur les 2400 Gt (milliards de tonnes) de CO2 émises depuis 1850, 58 % l'ont été entre 1850 et 1989, et 42 % entre 1990 et 2019 (30 ans) !

Le GIEC identifie également les principaux

émetteurs par continent et par secteur d'activité. Ainsi, l'Asie de l'Est (Chine et Japon) est devenue la principale région d'émission (27%) devant l'Amérique du Nord (12%), l'Amérique Latine (10%), l'Asie du sud-est (9%), l'Afrique (9%) et l'Europe (8%). Ramené au nombre d'habitants, par contre, c'est l'Amérique du Nord (23%), l'Europe (16%) et l'Asie de l'est (12%) qui sont en tête. Enfin, les principaux secteurs d'activité émetteurs de CO2 sont les secteurs de l'énergie (34% dont 22 % pour l'électricité et le chauffage), l'industrie (24% dont 20 % pour la production de ciment et d'acier), l'agriculture (22%), les transports (15%) et le bâtiment (6%).



Évaluation du réchauffement climatique d'ici 2100 selon les différents scénarii du GIEC ; ce réchauffement s'échelonnerait de +1,4 à +4,4°C en 2100 (6^e rapport d'évaluation du GIEC, 2021)

Ces faits scientifiques solidement établis n'ont pas permis, jusqu'ici, que les pouvoirs en place (gouvernements, multinationales, finances, ...) réagissent. Les Conférences des Parties (COP) se succèdent mais les engagements pris ne sont pas respectés. Ainsi, seuls 20 à 25 % des 100 milliards d'aide promise

en 2015 aux pays les plus exposés ont été engagés¹. Pire encore, banques et gouvernements continuent à financer massivement le secteur des énergies fossiles, à hauteur de 673 milliards de \$ pour les banques² et de 1400 milliards de \$ d'argent public pour les gouvernements des pays du G20³ !

Cette gabegie montre, s'il le fallait, que la logique d'accumulation sans fin et de prédation du système capitaliste empêche l'humanité d'agir pour conserver une planète respirable. La fuite en avant est occultée par la propagande climato-sceptique ou par la publicité faite aux utopies technologiques (voiture et avion électriques, captation du CO2, occultation du soleil depuis l'espace, fusion nucléaire, ...). Sans parler des propos tristement ubuesques de certains économistes qui chiffrent le « coût » d'une augmentation de 5°C, « coût » qu'un marché encore plus « libre et non-fausé » pourrait selon eux facilement absorber⁴ !

La hauteur du mur climatique nécessite, pour le franchir, une transformation en profondeur de l'organisation de nos sociétés et la mobilisation de toutes les forces humaines pour découvrir, développer et déployer les solutions alternatives. Le travail, donc le syndicalisme, sera au cœur de cette révolution...

¹. Rapport OXFAM : 2023 : <https://www.oxfamfrance.org/rapports/2023-les-vrais-chiffres-des-financements-climatiques/>



². Le Monde, Les banques continuent de financer largement le secteur des énergies fossiles, 13 avril 2023

³. Médiapart, Les pays riches n'ont jamais autant financé les énergies fossiles, 28 août 2023

⁴. L'illusion de la finance verte, Alain Grandjean et Julien Lefournier, 2021

Recherche scientifique et bifurcation écologique

Hendrik Davi

ancien Secrétaire Général de la CGT- INRAE
Député LFI de la 2^e des Bouches-du-Rhône

La bifurcation écologique n'est plus seulement nécessaire, mais urgente. La recherche scientifique doit participer à opérer cette bifurcation, mais c'est avant tout notre engagement collectif, politique et syndical, pour une rupture avec le capitalisme, qui conditionnera cette bifurcation.

Il n'est plus possible d'ignorer les enjeux liés à la crise écologique. Notre mode de développement, issu de la volonté d'accumulation infinie du capital, nous pousse aux limites de notre planète. Le changement climatique et la perte de biodiversité sont les deux principales menaces, mais nous franchissons de nombreuses autres limites planétaires. Il est donc urgent de redéfinir un mode de développement compatible avec la préservation des ressources naturelles, limitant les pollutions, l'extinction des espèces et atténuant le changement climatique. Il nous faut collectivement engager une bifurcation écologique ambitieuse de nos modes de production et de consommation. Cela ne passe pas seulement par le développement des

énergies renouvelables, mais d'abord et avant tout par une sobriété dans l'usage de nos ressources minières et biologiques.

Quelle est la place spécifique de la recherche et de l'université dans cette nécessaire bifurcation écologique ?

D'abord, commençons par dire que le principal problème n'est pas scientifique, ni technologique, mais bien politique. Aujourd'hui, ceux qui nous dirigent refusent de s'affronter aux intérêts

du Capital et notamment de rogner les dividendes des actionnaires qui continuent de flamber à mesure que la planète, littéralement, brûle. Pour réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, les solutions ne nécessitent pas de technologies nouvelles, ni pour la rénovation thermique des bâtiments, ni pour le développement massif des transports en commun, la transition écologique de l'agriculture ou la baisse des émissions par l'industrie. Le principal verrou est le coût des mesures à mettre en œuvre.



Photo : © Alexandre Korber



Il nous faut donc éviter tout discours positiviste qui nous inciterait à ne rien changer à notre paradigme économique, reportant sur la science, la recherche de solutions miracles. Nous devons éviter d'être les complices d'une telle fuite en avant. Mais la science et l'université ont un rôle spécifique à jouer qu'il faut détailler.

Bifurcation écologique et émancipation

Il n'y aura pas de bifurcation écologique sans justice sociale et émancipation du plus grand nombre. C'est la conclusion de toutes les études scientifiques sérieuses et aussi le pari des partis de gauches et des syndicats progressistes. L'émancipation des femmes permet de limiter la surpopulation. Parier sur l'être, plutôt que sur l'avoir, permet de sortir de la logique de surconsommation. Les sciences sociales qui décortiquent les oppressions et réfléchissent sur les comportements humains sont donc indispensables à la transition écologique de notre société.

Faire le pari du savoir

Nous ne connaissons pas encore tous les défis et les solutions possibles. Le savoir scientifique sera un allié indispensable pour trouver des solutions ou aider à la décision démocratique entre plusieurs possibilités. Pour cela, il nous faut recouvrer le temps long en recherche fondamentale, la liberté académique et l'indépendance des chercheurs. Nous devons donc retrouver des crédits récurrents et les personnels doivent sortir de la précarité permanente. Le « publish or perish » est le pendant en science de la société de consommation et de la société du spectacle. Le statut de fonctionnaire est encore le meilleur garant pour assurer la liberté académique des chercheurs. Les recrutements doivent être à la hauteur des enjeux et les rémunérations revalorisées.

Il faut aussi que ce savoir puisse être transmis au plus grand nombre. Il faut donc revenir sur Parcoursup pour que tous les étudiant-es bénéficient du droit à la poursuite des études. Dans un monde à +4°C, nous devons avoir une jeunesse de plus en plus qualifiée.

Continuum entre recherche fondamentale – recherche finalisée et les acteurs

Évidemment nous aurons besoin de recherches finalisées et d'innovations technologiques et sociales pour faire face aux défis de la bifurcation écologique. Comment faire sans la logique d'appels à projet et sa mise en compétition pernicieuse ? Je suggère de faire des instituts de recherches finalisées comme l'INRAE ou le CEA des locomotives sur l'agriculture et l'énergie. Ensuite, la transmission aux acteurs doit passer avant tout par l'emploi des docteurs dans l'industrie et la redynamisation de la R&D privée par des aides ciblées et la renationalisation des entreprises de certains secteurs comme le transport et l'énergie.

Pour conclure, je ne pense pas que cette bifurcation écologique ne soit possible sans s'attaquer au cours actuel du capitalisme. De la même façon, la science ne retrouvera toute sa place que si elle s'émancipe de la logique néolibérale actuelle. La science elle-même peut faire des efforts dans ses pratiques comme le suggère l'initiative Labo 1 point 5. Mais le plus important, est que les chercheurs et chercheuses puissent faire leur travail de scientifiques en toute indépendance. C'est aussi la meilleure façon de renouer un vrai lien de confiance avec la société.

¹. Le capital c'est nous : Manifeste pour une justice sociale et écologique. Hendrik Davi. Edition Hors d'Atteinte. 384p.

². Rockström, J. et al. A safe operating space for humanity. Nature 461, 472–475 (2009).

³. <https://reporterre.net/Sobriete-energetique-l-Etat-toujours-a-cote-de-la-plaque>



⁴. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/les-dividendes-atteignent-de-nouveaux-records-1973613>



⁵. <https://www.lefigaro.fr/international/incendies-bilan-de-l-ete-2023-ou-la-terre-s-est-embrasee-20230824>



⁶. <https://www.dailymotion.com/video/x8e9nza>



⁷. https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/05/22/jean-pisani-ferry-appelle-dans-un-rapport-a-financer-plus-equitablement-la-transition-climatique_6174327_823448.html



⁸. Creutzig, F., Niamir, L., Bai, X. et al. Demand-side solutions to climate change mitigation consistent with high levels of well-being. Nat. Clim. Chang. 12, 36–46 (2022). <https://doi.org/10.1038/s41558-021-01219-y>



⁹. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/116b0791_proposition-loi



¹⁰. <https://labos1point5.org>



¹¹. <https://www.nss-journal.org/articles/nss/abs/2021/04/nss210053/nss210053.html>



La nécessité d'une écologisation du travail, conduite par les travailleur·ses pour conjurer les catastrophes environnementales causées par le capitalisme, appelle un grand débat au sujet du type d'écologie que le syndicalisme de classe doit porter aujourd'hui. Dans cette perspective, il est urgent de redécouvrir l'histoire commune des luttes sociales, notamment ouvrières, et des luttes environnementales, ainsi que du marxisme et de l'écologie politique.



Photo : © Jeanne Menjoulet - flickr

Pour un syndicalisme écologique de classe, redécouvrir l'histoire commune des luttes sociales et environnementales

Alexis Cukier
CGT FERC Sup Université de Poitiers



Redirection écologique : les travailleur·ses en première ligne, le rôle central des syndicats

L'idée selon laquelle ce sont les travailleurs et les travailleuses qui doivent conduire la nécessaire redirection écologique de la production et pour cela conquérir de nouveaux droits et pouvoirs, progresse ces dernières années en France, même si elle demeure encore marginale dans le mouvement écologiste comme dans le mouvement ouvrier. Les producteur·trices sont de fait en première ligne pour adapter leur travail aux nouvelles conditions causées par les catastrophes écologiques (réchauffement climatique, pandémies, pollutions...), et surtout disposent en premier lieu des connaissances et savoir-faire pour atténuer ces catastrophes et inventer des manières de décarboner, dépolluer et dé-intensifier la production afin de répondre aux besoins des habitant·es et citoyen·nes sans détruire les écosystèmes. Il n'y aura donc pas de bifurcation écologique sans écologisation du travail, et pas d'écologisation du travail sans luttes ouvrières et alliances entre travailleur·ses et habitant·es pour conquérir ensemble des pouvoirs de décision et de contrôle démocratique sur le travail. Dans un tel processus de révolution écologique et sociale, le syndicalisme de classe a un rôle central à jouer. Mais pour que nous puissions construire cet éco-syndicalisme de combat, il nous faut aussi réévaluer et nous réapproprier notre propre histoire.

Du XIXe au XXIe siècle, penser ensemble luttes syndicales et environnementales, marxisme et écologie politique

Contrairement à une opinion répandue, les histoires des luttes syndicales et des luttes environnementales ont été étroitement liées en France, et n'ont pu être séparées que par des opérations idéologiques ultérieures. L'historien du XIXe siècle François Jarrige rappelle ainsi, par exemple, que les luttes – souvent communes aux ouvrier·es et paysan·es – contre les pollutions industrielles, dues notamment aux industries textiles, houillères et métallurgiques dans le Nord, ont été structurantes pour le développement du mouvement ouvrier.



© Paola Breizh - flickr

Et l'historien du XXe siècle Renaud Bécot montre qu'il existe une histoire écologiste propre au mouvement syndical, notamment à partir des années 1960 : luttes ouvrières suite aux explosions et pollutions industrielles (raffinerie de Feyzin, implantations pétrochimiques de Pierre-Bénite), contre l'intoxication au plomb dans les usines Peñarroya à Saint-Denis et à Lyon, contre l'amiante notamment menées par les ouvrières de l'usine Amisol à Clermont-Ferrand, enquêtes ouvrières et mobilisations contre les risques du nucléaire à Saclay et la Hague, etc. Dans ces luttes portées principalement par des militant·es de la CFDT et de la CGT, les syndicalistes critiquent radicalement les dégâts environnementaux de l'industrie sur la santé des travailleur·ses et le cadre de vie des habitant·es, apprennent à travailler avec les riverain·es et les organisations écologistes. Une telle redécouverte est également nécessaire dans le champ théorique : par exemple, le marxisme écologique a montré que Marx a amorcé en son temps une critique écologique du capital à partir de lectures scientifiques au sujet de la destruction des éco-systèmes par l'agriculture capitaliste, et réactualise et complète aujourd'hui cette critique autour de concepts tels que la rupture

métabolique (J. B. Foster), le capitalisme fossile (A. Malm), l'écossocialisme (M. Löwy) ou le communisme de la décroissance (K. Saito).

Pour développer l'éco-syndicalisme, se former, enquêter et débattre

Les alliances récentes entre syndicalistes et écologistes (Appel pour des forêts vivantes, reprise de la papeterie Chapelle-Darblay, luttes à la raffinerie de Grandpuits, contre les méga-bassines, etc.) prolongent cette riche histoire d'une « écologie des communautés ouvrières » (S. Barca), au sein de laquelle l'écologie syndicale a toujours été et doit rester centrale. Pour contribuer à dépasser les obstacles qui se dressent face à l'écologisation du syndicalisme, comme à la « laborisation » du mouvement écologiste, et pour renforcer leurs alliances – qui demeurent difficiles, comme en témoigne le départ récent de la CGT de l'Alliance écologique et sociale –, il est urgent d'organiser une démarche collective de mémoire populaire, de formation et d'enquête militante. Reconstituer cette histoire commune constitue une condition fondamentale du développement et de la victoire des luttes sociales et écologiques.

Santé au travail et environnement : vers la construction d'une démarche syndicale

Lors d'un atelier organisé dans le cadre d'une formation syndicale FERC (niveau 2 travail/ santé à Courcelles en février 2023) autour d'une intervention d'Alexis Cukier, philosophe et syndiqué à la CGT FERC Sup, un groupe de stagiaires a travaillé à la construction d'une démarche syndicale dans nos secteurs d'activité associant santé au travail et environnement.

Jean-Marc Nicolas

CGT FERC Sup syndicat Université de Lille

« La santé au travail est un principe fondateur et offensif de l'action syndicale » (Alexis Cukier, Courcelle / Yvette, 27 février 2023). A ce titre, les préoccupations liées aux conditions de travail et le combat pour conserver et améliorer l'environnement ne peuvent être détachés de l'action syndicale. Ainsi, agir avec les travailleur·ses au plus près du réel du travail doit nous conduire à élargir la démarche syndicale aux questions environnementales, avec le relai des usager·es et des citoyen·nes, en partant du travail (enjeu local) pour mieux poser la question environnementale (enjeu global). La situation de l'ambiance thermique au travail, dans les universités comme ailleurs, va nous permettre d'illustrer ce propos.

Des locaux glacials en hiver et caniculaires en été

Lors des tournées de bureaux et d'ateliers, l'ambiance thermique est un des sujets qui revient le plus souvent : tant nos ateliers et bureaux sont souvent glacials en hiver et caniculaires en été. Sans surprise : plus de 50 % des bâtiments de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) sont des passoirs thermiques, avec des systèmes de chauffage vieillissants ou défectueux, sans stores ni volets¹... Faute de réponses de l'employeur, c'est le royaume de la débrouille pour les collègues : chauffages d'appoint énergivores, ventilateurs bon marché mais dangereux, exaspération garantie à tous les étages ! L'accélération

du changement climatique ces dernières années, avec plusieurs phases caniculaires de mai à septembre dont certaines avec des pics de température à l'ombre dépassant les 40°, jusqu'à 50°C dans les locaux, le phénomène devient critique voire dangereux, sans que l'employeur ne prenne la mesure du risque.

La guerre en Ukraine comme déclencheur

Finalement, ce ne sera ni la sueur, ni les rhumes des travailleur·ses qui réveilleront nos employeurs, mais un événement international tragique, externe et conjoncturel : le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 ainsi que sa conséquence directe, l'accélération



Photo : © Alexandre Korber

brutale de la crise énergétique et la prévision de factures de chauffages stratosphériques ! Du jour au lendemain, plus de chauffage d'appoint énergivore, mais des mitaines et des laines polaires, parfois fournies par l'employeur dans sa grande générosité ! Ces réponses tragiquement dérisoires sont d'autant moins acceptables que les enjeux de fond ne sont jamais abordés.

Des solutions, il y en a !

Pourtant, le respect des règles bioclimatiques lors de la mise en œuvre de rénovations complètes ou de la conception de nouveaux bâtiments permettrait d'améliorer énormément les conditions de travail et d'étude, de réaliser d'énormes économies sur les factures énergétiques, et de diminuer ainsi les émissions carbone de la France. Ce chantier pourrait utilement s'articuler avec la diminution du temps de travail et l'augmentation des amplitudes horaires, laissant aux collègues la liberté d'ajuster leur prise de service. Ces premières initiatives initieraient un cercle vertueux. Car retrouver de bonnes conditions de travail liées à une ambiance thermique satisfaisante, hiver comme été, avec une qualité de l'air contrôlée et garantie, la

fourniture d'eau fraîche via des fontaines, la mise en place d'espaces de convivialité, redonnerait de la confiance aux travailleur-ses comme aux étudiant-es. Cette marque de respect de leur dignité diminuerait les conflits et améliorerait leur bien-être.

Les leviers d'action syndicaux existent et pourraient être mobilisés, localement et à l'échelle du ministère. Une campagne de presse sur l'état désastreux du patrimoine de l'ESR, avec nos syndicats en appui (photos, témoignages, inscriptions aux registres SST (Santé, Sécurité au Travail), DGI (Danger Grave et imminent)...) pourrait peser sur le ministère et préparer les contacts avec les organisations d'étudiant-es et les citoyen-nés. Un travail de dimensionnement (surfaces, bilans énergétiques, bilans carbone) compléterait le dossier de presse et pourrait être relayé par nos élu-es au sein des CA d'abord, au sein des Instances représentatives du personnel (IRP) ensuite. Dès maintenant, les plans de rénovation ou de construction soumis à la FS-SSCT (obligation légale) doivent être analysés à la lumière de ces enjeux environnementaux. Enfin, la bifurcation écologique d'une partie de l'enseignement supérieur pourrait venir appuyer le travail

en direction des usagers et de l'opinion publique.

Cette amorce de démarche syndicale en lien avec une campagne revendicative vise à illustrer la portée écologique essentielle de l'action syndicale, à la fois sur le réel du travail, mais également en diminuant massivement les émissions de CO2 des bâtiments de l'ESR, le second patrimoine de l'État. Cela sans oublier d'autres démarches de même nature, que ce soit pour la restauration des étudiant-es et des personnels (produits bio, circuits courts, plats cuisinés sur place, ...), les grands équipements de recherche (processus plus économes, récupération d'énergie) ou encore l'aménagement des campus (énergies renouvelables, géothermie, sources froides, maisons des personnels, etc.). Cet élargissement de nos moyens d'action permettrait d'attirer de nouveaux collègues vers l'action syndicale et participer ainsi à l'indispensable renforcement de la CGT.

¹ Rapport préparatoire à la LPPR, GT1, Financement de la Recherche, Antoine Petit, Sylvie Retailleau, Cédric Villani, septembre 2019, p26



© Paola Breizh - flickr

Face à l'urgence climatique, des étudiant·es « bifurqueurs » désertent pour être en phase avec leurs convictions écologiques. Malgré les résistances et l'inertie institutionnelle des grandes écoles, leur discours technocritique essaime. Les enseignant·es réfléchissent à « verdir » leurs programmes d'enseignement.

Qui sont les jeunes diplômé·es « bifurqueurs » ?

Françoise Morel-Deville
CGT FERC Sup syndicat ENS de Lyon

Consentez – et vous êtes sain d'esprit – Contestez – et aussitôt vous êtes dangereux - Et mis aux fers. Emily Dickinson

Face au défi climatique, à l'érosion du monde vivant et à la surexploitation de la planète, les étudiant·es ingénieurs, à qui l'on a répété qu'ils étaient les élites de la nation et que les meilleures places leur seraient réservées pour bâtir le monde de demain, sont de plus en plus nombreux·ses à refuser l'héritage catastrophique laissé par leurs aîné·es. Ils remettent radicalement en question les enseignements traditionnels qui ne prennent pas en charge les enjeux environnementaux et continuent de promouvoir un comportement productiviste des plus toxiques, à l'origine de la crise climatique.

Huit étudiant·es d'AgroParisTech prononcent un discours radical lors de la remise de leurs diplômes le 30 avril 2022¹. Une vidéo, massivement relayée, affirme avec force ne pas vouloir contribuer à une agriculture qui « mène la guerre au vivant et à la paysannerie », et appelle à « bifurquer » de la voie royale toute tracée. Avant cela, en 2018, Clément Choisine, étudiant de Centrale Nantes, annonce « douter »². Puis en 2019, deux polytechniciens refusent de travailler dans les grands groupes industriels qui ne transforment pas leurs modèles de production et de développement. Depuis, de nombreux étudiant·es de grandes écoles (Polytechnique, ENS Paris, Centrale Paris, Science Po, Ensat, Insa, HEC, etc.) décident de sortir des cadres, refusent ou démissionnent des jobs cautionnant un système destructeur³. A tel point

que les grandes entreprises n'arrivent plus à attirer ces talents. Sourdes à leurs convictions, elles continuent à leur faire miroiter la promesse d'une vie de cadre supérieur, en rouage essentiel d'un culte morbide de l'argent et de la surconsommation. En réaction, les appels à désertir se multiplient. C'est ce phénomène qu'Arthur Gosset (diplômé de Centrale Nantes) appelle « rupture », dans son documentaire réalisé en 2021⁴.

Ayant diagnostiqué nos impasses environnementales et sociales actuelles et les transformations à opérer d'urgence, les bifurqueurs assument « obliger » leurs collègues à se positionner sur les enjeux écologiques et à désigner les responsables. Ils dénoncent les formations universitaires, figées dans le monde d'avant, qui les poussent à



participer aux destructions en cours et à une crise de l'avenir qu'ils refusent, et appellent à désertier les « jobs destructeurs⁵ », dont les ravages sont objectifs. Une révolte radicale en phase avec un système de valeurs et d'existence : « Nous voulons trouver du sens, être motivés par une cause juste et « mettre nos nombreuses années d'enseignement public au service de combats qui servent le bien commun », écrivent les auteurs et autrices du manifeste « Vous n'êtes pas seul-es ».

Tout le monde n'est pas d'accord sur l'ampleur du phénomène. La presse capitaliste de droite (Le Point, Les Échos, L'Opinion) fustige une poignée de marginaux contestataires ayant perdu le goût de l'effort, comme un aveu d'échec. Plus à gauche, la désertion serait le germe d'une contre-société⁶. En effet, il existe aujourd'hui tout un écosystème de collectifs, d'ateliers, de lieux communs et de discussions qui essaime autour de la désertion. Les invitations à témoigner lancées par des associations d'étudiant-es se multiplient un peu partout dans les grandes écoles et les universités.

Le corps enseignant identifie dans ce discours des bifurqueurs une « crise de confiance envers la science ». Certains sont ébranlés. D'autres réfléchissent sur la manière de concilier les impératifs environnementaux et les cartes de formation. Les institutionnels, eux, craignent pour la réputation de leurs établissements. En tout cas, le ministère de l'Enseignement supérieur a transmis le 3 juillet 2023 une note de cadrage et de préconisation pour former à la transition écologique les étudiant-es du 1er cycle, en écho au rapport de Jean Jouzel⁷ remis à la ministre Frédérique Vidal, le 16 février 2022. Les équipes pédagogiques et les nouveaux vice-président-es en charge de la transition écologique et sociétale (VP Trees⁸) sont donc invités à « accélérer » le verdissement et/ou la création de nouveaux parcours de formation en vue d'une meilleure compréhension des enjeux des transitions environnementale et sociétale, à s'engager dans la diffusion des connaissances auprès des publics et des usager-es, et à fournir un effort d'exemplarité sur les campus en matière d'impact carbone.

Notre action syndicale peut-elle rester en dehors de cette mobilisation sur les enjeux de transition environnementale en cours dans l'ESR ? Comment peut-elle créer des ponts dans les établissements avec le militantisme de la cause écologique défendue par les « bifurqueurs » ? Comment articuler nos luttes avec les mutations radicales dont ces manifestations sont porteuses ? Seuls, le gouvernement et le Medef s'obstinent à snober Jean Jouzel⁹ dans ses alertes à la communauté scientifique sur les conditions de co-habitabilité de la planète. Pour combien de temps ?

¹ L'appel à désertier, lu le 30 avril 2022 par huit jeunes ingénieur-es AgraParisTech à leur remise de diplômes, sera visionné des millions de fois sur les réseaux sociaux : <https://www.youtube.com/watch?v=SUOVOC2Kd50&t=2s>



² Discours de Clément Choisine, prononcé le 30 novembre 2018 à la Remise des diplômes à Centrale Nantes : <https://www.youtube.com/watch?v=3LvTgiWSAAE>



³ Voir les lettres respectives de [Jérémy Désir](#), [Mathilde Wateau](#) et [Romain Boucher](#) qui expliquent les raisons de leur démission.



⁴ Rupture(s), à voir sur SPICEE : <https://www.spicee.com/content/ruptures-34651>



⁵ En référence à « désertier pour ne pas désertifier », Greta Thunberg, novembre 2018 Skolstrejk för klimatet)

⁶ Marine Miller, journaliste éducation au Monde et autrice de Révolte : enquête sur les jeunes élites face au défi écologique (Seuil, 2021).

⁷ Remise du rapport « Sensibiliser et former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable dans l'enseignement supérieur ». Jean Jouzel : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/remise-du-rapport-sensibiliser-et-former-aux-enjeux-de-la-transition-ecologique-et-du-developpement-83903>



⁸ L'association nationale des vice-présidents et chargés de mission en charge de la transition écologique et sociétale des universités (VP-Trees) s'est formellement constituée le 2 septembre 2022. VP-Trees est en charge de la mise en place de la politique de développement durable dans les établissements.

⁹ Crise climatique : Jean Jouzel regrette « l'accueil glacial » du Medef, libération, Olivier, le 3 septembre 2023

Le coût environnemental des outils numériques



© Thierry Ehrmann - flickr

Les constats

Nos outils numériques actuels sont constitués de machines, d'infrastructures et de logiciels. Malgré le fantasme marketing, les «clouds» fonctionnent de manière continue en consommant une quantité importante d'énergie lorsqu'on les utilise mais surtout lorsqu'on doit fabriquer et détruire l'ensemble des ordinateurs, routeurs, serveurs qui les constituent.

Les composants clés comme les processeurs, mémoires, doivent être fabriqués et assemblés dans des salles «blanches» n'autorisant aucune poussière. Le traitement de l'air ambiant de telles salles implique l'usage intensif de ventilations et filtrages.

Lors de la destruction des matériels informatiques, même si elle est faite de manière discutablement encadrée par les normes environnementales des pays dits

développés et démocratiques, l'extraction des matériaux rares comme l'or se fait en utilisant des produits toxiques devant être rigoureusement filtrés. Il en résulte une grande consommation d'eau et d'énergie¹.

Cette réalité énergétique, tout au long de la vie d'un dispositif technique et jusqu'à sa destruction, est appelée l'énergie grise et les constructeurs sont peu enclins à publier les chiffres de cette analyse du cycle de vie (ACV) mais surtout à les

Nous utilisons quotidiennement des outils informatiques comme nos téléphones dits «intelligents» ou nos ordinateurs, accédons à des outils logiciels via Internet.

Ces outils nous permettent de nous organiser, de travailler, accéder à une somme considérable de savoirs, subir aussi de la publicité ciblée et nous voir scrutés à notre insu comme jamais.

Cette routine quotidienne cache derrière ses nuages, ses pommes et ses oiseaux bleus, une complexité technique qui s'accroît constamment en s'appuyant sur une exploitation humaine et environnementale néo-coloniale.

Doit-on laisser faire ce nouveau rebond du capitalisme en acceptant de payer individuellement un «droit à polluer» ou décidons-nous collectivement et démocratiquement de la nature d'un outil technologique émancipant et sain pour une majorité ?

Doit-on encore laisser faire les technocrates ou réécrivons-nous populairement le cahier des charges de l'outil numérique à venir ?

rendre vérifiable².

Cette destruction étant majoritairement assurée dans d'autres pays moins attentifs aux dégâts environnementaux et au bien-être des personnes exploitées, ces matériaux se voient acheminés dans de dépensiers porte-containers traversant la planète, à plus bas coût financier.

Comme dans d'autres industries lourdes, les fortes compétitions commerciales dans l'industrie informatique ont conduit les fabricants à concevoir les outils en réduisant leur durée de vie à quelques années pour s'assurer d'une source de revenue plus régulière. Pourtant, rien ne s'oppose techniquement à une conception durable et robuste.

Ce choix, dicté par le marché, implique que le coût énergétique pour fabriquer un ordinateur ou un smartphone surpasse considérablement ce qu'il consomme durant toute sa durée d'utilisation. Ce phénomène, étant donné l'augmentation de la complexité des processus de fabrication, ne fait qu'augmenter.

Les ordinateurs, les smartphones, sont composés principalement de matériaux extraits dans des pays où les activités de forage et de minage ne sont pas ou peu régulées ni discutées démocratiquement. Le travail d'extraction intensif, réalisé par une main d'œuvre sur-exploitée et exposée aux produits toxiques, est maintenant appelé extractivisme par les militant·es qui s'y opposent, pour mieux marquer l'étape supplémentaire dans la destruction des environnements et des populations. Nous sommes ici au delà du productivisme³.

Prises de conscience

La France est un pays technocratique. Il y est rare de voir discuté, hors des cercles spécialistes, les choix techniques et technologiques qui toucheront au quotidien l'ensemble de la population. L'exemple le plus criant étant celui de l'énergie nucléaire.

Le corps de l'ingénieur a un statut particulier dans notre pays et a longtemps entretenu cette illusion que les choix techniques, leurs usages et applications industrielles étaient neutres politiquement.

Consciente des implications de tels choix unilatéraux et hors sol, apparaît maintenant une génération d'ingénieur·es qui refusent de porter des choix contre l'intérêt commun et néfastes aux conditions de vie humaine sur la planète. Dans ce corps d'ingénieur·es frappé par les réalités écologiques va naître également des initiatives parfois décrites comme «low-tech» en opposition aux injonctions de performance du «high-tech»⁴.

Par ces nouvelles propositions d'élargir à la population la question des choix des technologies que nous utiliserons quotidiennement et en réécrivant les cahiers des charges dictés par le libéralisme dérégulé, ces collectifs proposent de nous en emparer politiquement et selon des critères raisonnés. L'Atelier Paysan est un bon exemple de cette démarche en questionnant l'hégémonie agro-industrielle en mettant à disposition librement des documentations techniques permettant de fabriquer des outils agricoles utilisables dans un contexte paysan⁵.

D'autres ingénieur·es, avec ces mêmes prises de consciences, espèrent adapter cette démarche «low-tech» aux marchés en proposant massivement ces produits qui pourraient ainsi être labellisés en respectant des conditions de fabrication et de recyclage. Avec le recul que nous avons sur ce que deviennent les labels «bio» et «équitable», on peut formuler quelques réserves sur la nature révolutionnaire de cette approche croyant encore une fois transformer le capitalisme de l'intérieur.

Plus près des besoins

L'espoir néo-libéral dans les «externalités positives» (usage des outils numériques pour résoudre ses propres impacts écologiques et sociaux) est une illusion marketing tout comme la très prochaine injonction à payer individuellement une «taxe carbone» sur nos consommations.

Continuons à visibiliser cet impact délétère global de la «high tech». Portons des politiques de régulations strictes écologiquement et socialement.

Les initiatives «low-tech» peupleront probablement les rayonnages de la grande distribution mais ne nous

privons pas d'imaginer des outils techniques débarrassés des impératifs de compétitivité, peut-être moins performants mais mieux dimensionnés et donc plus en phase avec leurs utilisateur·ices.

Une paysannerie ou un artisanat du numérique en somme, accumulant et documentant des bonnes pratiques et formulant une socialisation de la phase de fabrication à l'utilisation pour pouvoir un jour être autre chose qu'une alternative de privilégié·es.

¹ cf page 25 du premier numéro des cahiers du numérique, un exautif travail de recherche de la fédération CGT des sociétés d'études : <https://www.soc-etudes.cgt.fr/nos-outils/nos-publications/les-cahiers-du-numerique/les-cahiers-du-numerique-n-1-mai-2017/>



² Dès 2009, l'article de Lowtechmagazine (dont le site est hébergé sur un serveur web uniquement alimenté par l'énergie solaire) alertait de cette situation : <https://solar.lowtechmagazine.com/fr/2009/06/the-monster-footprint-of-digital-technology/>



³ Extractivisme : lutter contre le déni. Benoit Monange, Fabrice Flipo. Dans Écologie & politique 2019/2 (N° 59), pages 15 à 28. ÉditionsÉditions Le Bord de l'eau. DOI10.3917/ecopo1.059.0015

⁴ Perspectives Low-Tech, Comment vivre, faire et s'organiser autrement ? Quentin Mateus & Gautier Roussilhe. Éditions divergences.

⁵ <https://latelierpaysan.org/Qui-sommes-nous>



Ecologie et extrême(s) droite(s)

Cedric Bottero

CGT FERC Sup syndicat Université d'Aix-marseille

Article basé en grande partie sur le dossier
« Extrême- droite, l'écologie fascisée »

« Nous sommes aujourd'hui à la croisée de deux tendances : d'un côté, les températures moyennes qui grimpent en flèche ; de l'autre, l'extrême droite qui gagne rapidement du terrain. Aucune des deux ne présente de signe visible de disparition prochaine. Rien n'indique qu'elles vont s'atténuer ou s'inverser de leur plein gré. Que se passe-t-il lorsqu'elles se rencontrent ? »¹

De la France au Brésil, en passant par les États-Unis ou l'Italie, l'extrême-droite est diverse. Si l'ADN commun de toutes ces tendances est bien le racisme et le nationalisme, elles peuvent être protéiformes sur bien d'autres aspects, bien qu'elles soient en tous cas réactionnaires. Sur la thématique de l'écologie, il en est tout autant, avec différents courants de pensées, souvent interconnectés.

L'écologie intégrale, par exemple, trouve ses origines dans le mouvement royaliste Action française, inspirée du nationalisme intégral de Charles Maurras. L'écologie intégrale souhaite un ré-enracinement de la France en vue de « dénomadiser » culturellement le pays.

Le mouvement Terre et Peuple, revendique une écologie qui repose sur un « ethno-différentialisme » et une idée

principale : « Une terre, un peuple ». « L'ethno-différentialisme » est un concept, théorisé par la Nouvelle Droite (courant de pensée d'extrême-droite), à l'opposé de l'universalisme.

Certains groupements survivalistes s'inspirent de cet « ethno-différentialisme » en se préparant à un effondrement climatique et à la « guerre raciale » qui vient. Daniel Conversano, figure de la fachosphère, encourage ainsi à fonder des communautés non-mixtes, confréries raciales qui s'organiseraient grâce, entre autres, à un retour à la terre dans une forme d'écologie territoriale et essentialiste. Pour Conversano, les femmes ont un rôle central, la reproduction : afin de construire des communautés blanches autonomes, il faut produire des familles blanches.

Alain de Benoist, théoricien de la Nouvelle droite, va également se faire le chantre



**Extrême droite :
l'écologie fascisée**

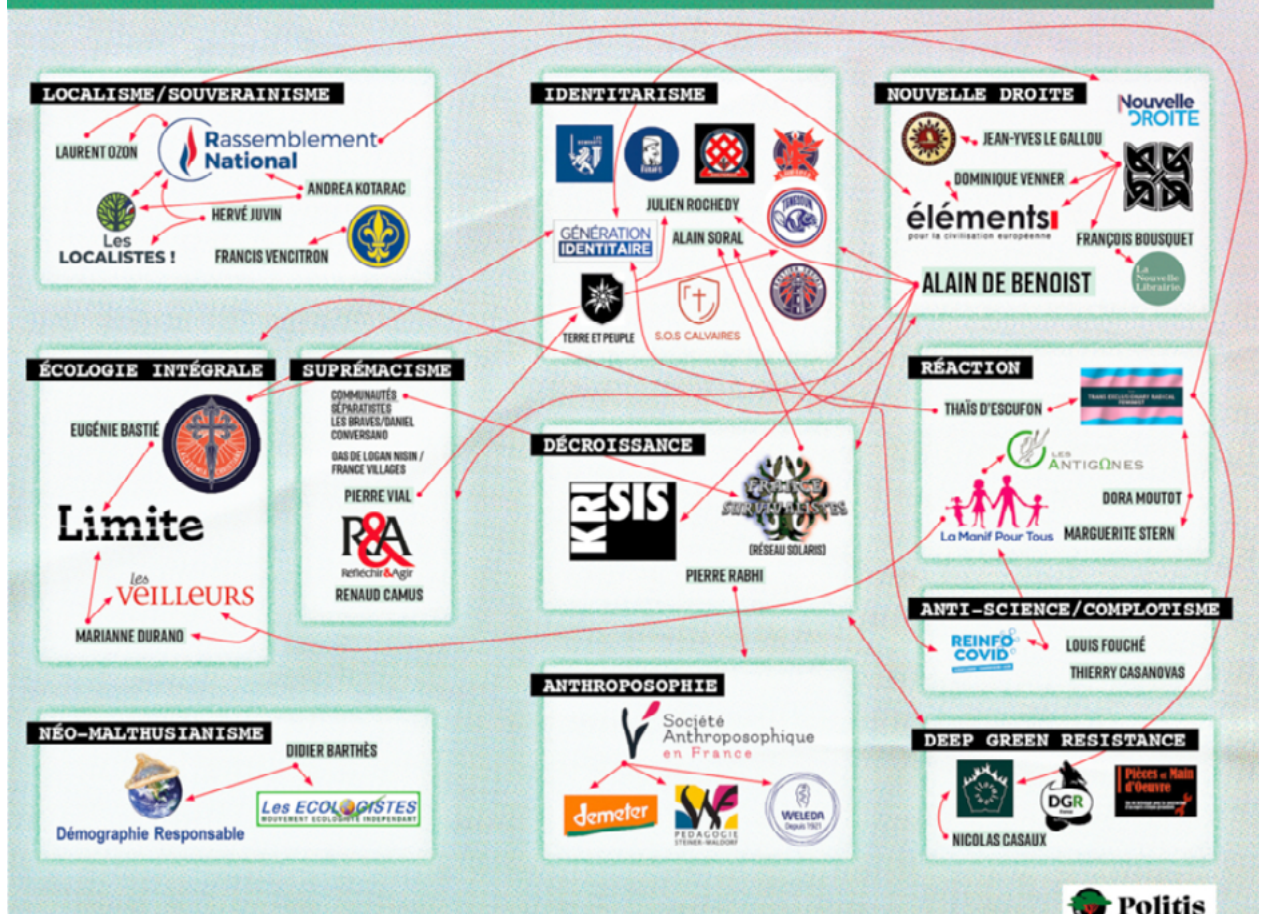
N°1761 / 07 Juin 2023

1290-5550



<https://www.politis.fr/boutique/magazines-unite/#forward>

L'ÉCOLOGIE D'EXTRÊME DROITE ET RÉACTIONNAIRE



Politis #1761 – juin 2023

d'une décroissance et influencer des survivalistes, la galaxie d'Alain Soral et les complotistes anti-science. Cette théorie de la décroissance se retrouve aussi chez Pierre Rabhi qui, malgré son image positive liée au mouvement Colibri, s'est aussi illustré, plus discrètement, par des positions sexistes, antisémites et homophobes, et un certain nombre de connexions avec des réseaux complotistes.

Citons également l'anthroposophie, courant ésotérique et pseudoscientifique tentaculaire né au début du XXe siècle dont les principes s'illustrent dans l'éducation avec les écoles Steiner-Waldorf, l'agriculture avec la biodynamie, la médecine anthroposophique, l'anti vaccination, ou encore la cosmétique... Fascinant plusieurs cadres nazis comme Himmler,

l'anthroposophie, a une longue histoire commune avec les extrêmes droites, et continue d'interagir avec celles-ci aujourd'hui.

Concernant le RN, nous observerons une double approche, opportuniste d'abord par le biais d'un véritable greenwashing, productiviste ensuite. Pour ne citer que deux exemples, le programme de 2022 du RN proposait à la fois un moratoire complet sur les énergies renouvelables, et de baisser la TVA sur l'essence, encourageant de fait l'usage d'énergies fossiles importées. La défense du nucléaire comme des énergies fossiles a toujours été, à l'extrême droite, basée sur un projet de puissance et de domination de l'Occident.

Et pour ne citer qu'un cas à l'international :

sous le mandat de Javier Bolsonaro, la déforestation de l'Amazonie a bondi de 55%.

On le voit donc, l'approche « écologique » de l'extrême-droite est diverse, à tel point que celle-ci peut aller vers le climatoscepticisme, à l'image de Donald Trump. Mais son projet est toujours foncièrement nationaliste, raciste et productiviste, sans remise en cause du capitalisme.

¹ Fascisme Fossile – Collectif Zetkin – éditions La fabrique - 2020

Formation : B.A.-BA du climat et de la biodiversité

Frédérique Bey

CGT FERC Sup syndicat Université de Lorraine

Cette formation, proposée depuis juin dernier par le Centre national d'enseignement à distance (Cned), « permettant à toutes les personnes qui le souhaitent d'acquérir les connaissances fondamentales sur le changement climatique et la biodiversité. Il est le fruit d'une collaboration entre experts scientifiques reconnus et experts de la pédagogie numérique. »



Photo : © Alexandre Korber

[https://www.cned.fr/
transition-ecologique/
ba-ba-du-climat-et-
de-la-biodiversite](https://www.cned.fr/transition-ecologique/ba-ba-du-climat-et-de-la-biodiversite)



C'est ce que l'on peut lire sur le site web dédié à cette formation en ligne. Sous l'égide d'un comité éditorial et scientifique, composé de personnalités reconnues pour leur expertise dans trois domaines (le climat et la biodiversité, l'éducation ou la formation à l'environnement, l'enseignement à distance), cette formation grand public (à partir d'un niveau lycée), est également parrainée par Jean Jouzel, paléoclimatologue, directeur de recherche émérite au CNRS, membre du GIEC, connu pour son rapport rendu à

la ministre de l'ESR, et par Valérie Masson-Delmotte, climatologue, directrice de recherche au CNRS, co-présidente du groupe de travail du GIEC, membre du Haut Conseil pour le Climat, lauréate de la médaille d'argent du CNRS.

Cinq modules de 1h15 parcourent la question : changement climatique, causes et atténuation, conséquences et adaptation, défi de la biodiversité, société et futurs. Faciles à lire et à comprendre, entre petits textes informatifs, vidéos (de

20 secondes à 5 min), films d'animation, infographies, illustrations, quizz, vous apprenez sans ennui.

Pour répondre aux climatosceptiques, il n'y a que la connaissance ; pour sortir de l'injonction ou de la culpabilisation, il faut comprendre les mécanismes en jeu, et appréhender les solutions avec des scientifiques reconnus.

À mettre entre toutes les mains !



5e Congrès FERC Sup



Photo : © Union CGT FERC Sup

Le prochain congrès de notre Union nationale aura lieu du 27 au 31 mai 2024 à Ramatuelle (Var).

Après un 4e congrès totalement à distance en novembre 2020 et un congrès extraordinaire à La Palmyre en 2021, c'est cette fois vers le Sud que nos quelques 150 délégué·es se dirigeront en mai 2024, dans un site magique.

Le calendrier et les grandes étapes de la préparation de ce congrès seront transmis aux syndicats de l'Union via des Tam Tam, dont le premier en octobre, informera sur la constitution des délégations.

Pour que les camarades et les syndicats soient

pleinement investis dans cette préparation, les deux prochains CNU prévoiront des sessions de travail autour des repères revendicatifs de l'Union FERC Sup, pour une construction collective de notre prochain document d'orientation.



UNION NATIONALE
CGT FERC Sup
Ramatuelle
27 au 31 Mai 2024

14e Congrès FERC Mai 2023 – Quiberon

Un congrès pour construire une force de proposition capable de peser dans l'ensemble de nos champs de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture.

Temps fort de la vie démocratique de nos organisations CGT, un congrès est un moment attendu, convivial et particulièrement studieux. Ce fut le cas aussi du 14e congrès de notre fédération, la FERC, qui s'est tenu à Quiberon en mai dernier et qui a rassemblé 26 organisations fédérées CGT issus des champs professionnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'animation, du sport, de l'éducation populaire, de la formation professionnelle, public et privé.

Quatre résolutions, adoptées à 91% des voix, portent l'orientation de la fédération pour le mandat à venir et traitent notamment de l'urgence écologique, de la syndicalisation de la jeunesse, du combat contre les idées et les pratiques de l'extrême droite. La modification des statuts fédéraux a permis la création d'une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles, qui est en train de se constituer avec des syndiqué·es de toutes les organisations fédérées.

Charlotte Vanbesien, 38 ans, professeure de lettres-histoire en lycée professionnel dans l'académie de Créteil, a été élue secrétaire générale, prenant ainsi la suite de Marie Buisson.

Une nouvelle commission exécutive de 65 personnes a été élue (dont 13 camarades de l'Union FERC Sup), un nouveau Bureau fédéral de 12 personnes assure la mise en œuvre des décisions de cette nouvelle direction.



Photo : © Union CGT FERC Sup

Danielle Linhart, sociologue du travail, à l'invitation du Bureau National de la CGT FERC SUP, est intervenue au cours du Conseil National de l'Union du mois de juin, afin d'évoquer les traits caractéristiques du néo-management au sein du privé et du public.



Photo : © Union CGT FERC Sup

Le privé et le public proies du néo-management

La première partie de l'après-midi, Danielle Linhart a exposé de manière liminaire, l'histoire de cette nouvelle forme de management, ainsi que les préceptes qui la sous-tendent.

Selon Danielle Linhart, mai 68 a marqué une rupture : la grève générale et reconduite a alors effrayé le patronat et les possédant-es, par sa puissance, par sa longueur. Le système capitaliste, sur le moment, a vacillé, s'est retrouvé en échec. Comment faire pour pérenniser l'ordre social dominant, dans ces conditions ? Comment y faire consentir les travailleur-ses ?

Pour dépasser les problématiques rencontrées en 68, le management a rapatrié dans son corset idéologique certaines des valeurs du service public, caractérisées par « l'engagement » : envers les usager-es, pour des missions qui ont du sens. Il s'est donc agi de « ruser » : de faire adhérer à la « cause » de l'entreprise, conçue comme porteuse de valeurs, comme lieu d'une sorte de culture, comme dotée d'une espèce d'âme. Bref, on a « séduit » les salarié-es en travestissant la réalité de l'entreprise, celle de la production, de la subordination, de l'exploitation. On a commencé à les

faire « participer », en mettant en place des cercles de qualité, en leur faisant croire qu'ils étaient pour quelque chose dans le devenir de l'entreprise. On les a « entendus » : en tout cas, c'est ce qu'on leur fait croire. Ils et elles sont devenu-es des « collaborateurs et des collaboratrices », pas des salarié-es. Autre opération managériale maligne, on a individualisé le rapport social. Les primes se sont multipliées, les horaires sont devenus variables, les objectifs ont été individualisés, les tâches alternées, on a évalué chacun-e. Quoi de mieux pour casser les collectifs de travail ?

Le syndicalisme a été « bousculé » par ce changement de paradigme du management : au cours des Trente Glorieuses et dans la logique de la reconstruction d'après-guerre, il s'était engagé fortement, selon D. Linhart, dans le cercle « vertueux » de la productivité, qui dégagait de la rentabilité. Il s'agissait alors d'obtenir une répartition du profit dégagé qui soit profitable aux salarié-es, afin de permettre le développement d'une consommation gage d'élévation du niveau de vie des travailleur-euses.

Au fil du temps, la stratégie managériale s'est affinée : il ne s'agissait pas seulement de mettre la travailleuse ou le travailleur en concurrence avec d'autres travailleur-ses, il fallait qu'il et elle rivalise et entre en concurrence avec lui-même. Il convenait qu'il sorte de sa « zone de confort », qu'il « performe ». On a ainsi mobilisé les salarié-es dans leurs dimensions personnelles, au-delà du champ professionnel. Le manager a été invité à savoir gérer les émotions et les affects, qui font partie des « ressources humaines » de l'entreprise. Quant au salarié, il a été convié à vivre son travail comme une épreuve solitaire.

Tout ceci s'est accompagné d'un processus de « désappropriation » initié avec le taylorisme et le fordisme : le salarié, ou la

salariée, a été dépossédé de son savoir, de son expertise, au profit des prescripteurs qui fragmentent la tâche, qui la rendent inintelligible en quelque sorte, qui, en tout cas, empêchent le travailleur d'avoir une vision d'ensemble du travail à produire. Et quand on n'est plus expert de son travail, est-on encore capable de contester les modalités de son organisation ?

Autre outil que celui de la fragmentation, celui qui consiste à opérer des changements incessants dans l'organisation du travail, ce qui a pour but de déboussoler le travailleur, qui là encore, perd la maîtrise de son travail. C'est bien là ce que nous vivons dans le champ de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, avec le flot incessant de réformes, de restructurations, de fusions, etc.

Enfin, dernier pilier de ce management moderne, le cocooning des Directions des Ressources Humaines, qui maquille le mal-être au travail sous le vernis trompeur de la Qualité de Vie au travail : afterworks à gogo, temps de team-building, séances de sophrologie, bienveillance, babyfoot, espaces de relaxation... Les managers ne sont jamais à court d'idées pour créer des leurres susceptibles d'endormir la conscience de classes des travailleur-ses : ne surtout pas contester l'organisation du

travail, celles et ceux qui prescrivent la tâche, celles et ceux qui en tirent profit. Dans une deuxième partie de l'après-midi, un débat a eu lieu entre la sociologue et les délégué-es des syndicats de l'union : Mme Linhart avait évoqué dans son intervention un axe de contestation possible pour les syndicats, celui de la subordination qui est au cœur du contrat de travail et de l'emploi. Cette proposition n'a pas fait consensus et a été vivement débattue. La charte d'Amiens, adoptée en 1906, lors d'un congrès de la CGT, ne vise pas la subordination pour elle-même, elle « va » plus loin, à savoir vers « l'émancipation intégrale » des travailleurs, qui ne peut se réaliser que par « l'expropriation capitaliste ». Dans cette tradition, le syndicat est conçu comme « le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». Il ne s'agit donc pas seulement de subordination, mais de propriété des moyens de production.

Nous remercions chaudement Danielle Linhart pour son apport à nos connaissances sur le management et pour les débats qu'elle a suscités. C'est bien dans l'altérité qu'est la richesse des échanges : à la CGT, comme ailleurs, il nous faut « *frotter et limer sa cervelle contre celle d'autrui* » Montaigne.



Photo : © Union CGT FERC Sup

« La politisation, bien plus que continuellement procéder de la dénonciation et de la défiance viscérale, appelle, avant toute chose, d'analyser précisément les situations et ensuite, presque dans un même mouvement, d'exercer sa puissance critique et d'action. Passer du stade de victime éprouvant sans fin son impuissance vers celui de l'action menée, de façon volontaire et collective, sur le terrain de nos réalités quotidiennes¹. »

Force et ténacité

Christine ROQUET

CGT FERC Sup Université Paris 8



Photo : © Jeanne Menjoulet - flickr

¹. « Lutter contre notre isolement collectif », Matthieu Delaunay, Médiapart 26 nov. 2020

L'organisation syndicale est une des modalités de cette « action volontaire et collective » mentionnée par M. Delaunay et oblige à des choix. Sortir de la plainte, définir des priorités, convaincre, mobiliser ; de la tournée des bureaux aux AG, des HIS à la manifestation, en intersyndicale ou non, nous ne manquons pas de formes d'expression de la colère et de moyens pour l'action. Certains de ces actes concernent la défense des droits des travailleurs et des travailleuses de l'Université dans l'exercice de leur

métier : conditions de travail, nombreux dysfonctionnements dans l'organisation de ce travail, manque de cadres protecteurs (par exemple le télétravail), pratiques relevant du harcèlement, abus de pouvoir, discriminations diverses, environnement de travail délétère... Qu'on en ait conscience ou non, tout cela a des répercussions sur notre santé : physique, cognitive, émotionnelle, psychique, ou sociale.

Or, tout ce qui nous empêche de faire

correctement et dignement notre travail et entraîne des atteintes à la santé sur le lieu de travail est interdit par la loi et mobilise la responsabilité civile et pénale personnelle de l'employeur.

De son côté, la Direction d'établissement comme tous les patrons, n'a qu'une boussole : couvrir son risque juridique et éviter la publicisation de ces problèmes. Les actions mises en place (Pôle QVT, chargé-e de mission trucmuche, commission disciplinaire ad hoc, etc.)

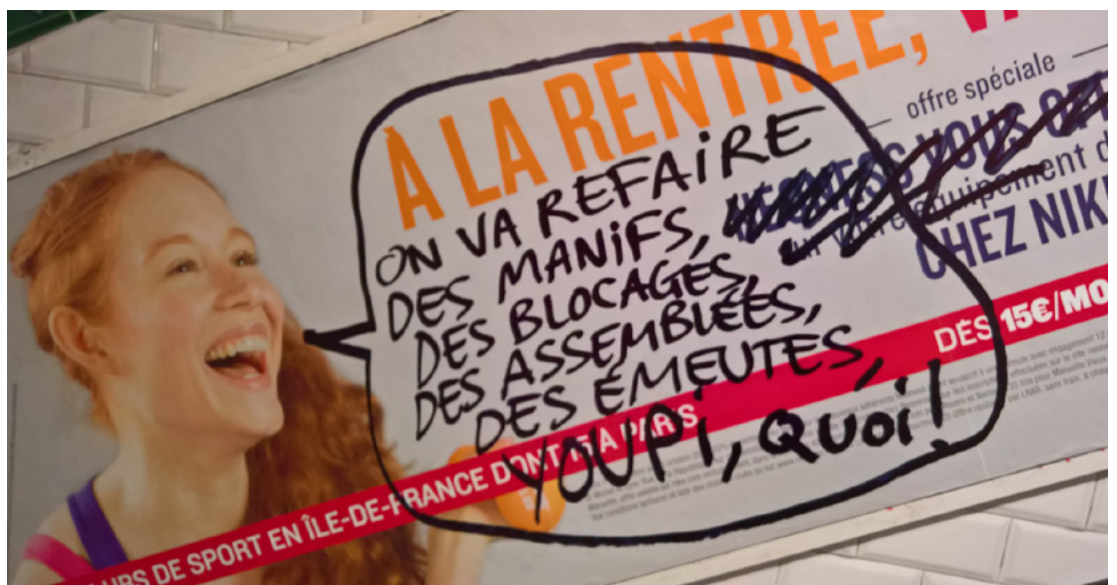


Photo : © Ittmust - flickr

n'ont pas pour but d'éliminer les risques, mais de protéger la responsabilité des dirigeants. Nos patrons et patronnes sont responsables de cette inaction mortifère lorsqu'elle débouche sur des atteintes à la santé.

Nous devons savoir démontrer qu'ils savaient, qu'ils auraient dû faire mais n'ont rien fait !

Nous devons obtenir qu'ils paient, qu'ils réparent et empêchent que cela recommence !

C'est la finalité de la démarche « Travail-santé » à laquelle nous sommes nombreux-ses à avoir été formé-es.

La révolte profonde, individuelle et

collective, qui mène au syndicalisme a ceci de singulier qu'elle naît du travail, depuis le travail, dans le travail, pour le travail, par des travailleur-ses parmi les travailleur-ses. Cette révolte peut mener directement à l'action (perruque, grève, sabotage, occupations, etc.). La démarche Travail-Santé fait partie de ce répertoire d'actions. Qui exploite notre force de travail, profite de notre travail et en recueille les fruits ? Comment ? Pourquoi ? Comment faire front collectivement contre ceux et celles qui détruisent notre travail ? Comment améliorer les conditions et l'environnement dans lequel il s'exerce ? Ne devons-nous pas lutter concrètement pour travailler autrement, pour libérer le travail (T. Coutrot) ?

Lorsque les problèmes s'accroissent

sans laisser de traces c'est le chaos total, parole contre parole, excès de pouvoir divers, contentieux généralisé, médiations inutiles, formation en « gestion du stress » et autres fariboles... Entrer dans ce jeu ne mène à rien. Notre démarche Travail-Santé cherche à articuler concrètement le constat des dysfonctionnements quels qu'ils soient avec les conséquences sur la santé de nos collègues. La destruction de notre santé au travail n'est pas une affaire individuelle mais collective. Cette articulation est une arme puissante pour lutter contre les injustices qui nous sont faites et retrouver notre dignité, individuelle et sociale. C'est tout l'enjeu politique de cette démarche.

Saisissons-nous de cette arme, camarades et ne la lâchons pas !

Histoire populaire de la psychanalyse¹

« Le problème fondamental d'une bonne psychologie n'[est] pas de savoir pourquoi l'affamé vole mais au contraire pourquoi il ne vole pas² »



Histoire populaire de la psychanalyse

Par Florent Gabarron-Garcia

Éditions La fabrique Eds, 2021, 224 pages
978-2-35872-217-9



<https://lafabrique.fr/histoire-populaire-de-la-psychanalyse/>

En ces temps où « l'efflorescence réactionnaire fait grand bruit » (p.9) en France comme ailleurs, la bien-pensance bourgeoise dénonce à la vindicte populaire tout ce qui, de près ou de loin, se donne à penser comme revendication à une égalité concrète et réelle entre les sujets humains : féminisme, soi-disant wokisme, supposé islamo-gauchisme, marxisme, etc. Cela ne surprendra personne ici que parmi les « pensées bourgeoises qui croient dire le vrai sur la nature humaine au-delà des différences culturelles et historiques » (p. 11), figure la psychanalyse. Ou plutôt, le psychanalysme. C'est-à-dire une attitude théorique et pratique fondée sur la « fable d'une psychanalyse neutre » (p. 12), vierge de tout engagement, se tenant à l'écart de toute idéologie. La distinction est fondamentale et c'est à expliciter ses enjeux formidables que s'attache Florent Gabarron-Garcia, lui-même psychanalyste et psychologue, en creusant l'histoire politique et sociale de la psychanalyse avec son livre récent : Histoire populaire de la psychanalyse³.

Les sources ne laissent pas de doutes à ce sujet : les analystes et Freud lui-même se sont engagés, par leur pratique,

dans l'élan révolutionnaire né de la Révolution russe, ne serait-ce que par le biais des policliniques⁴. De même qu'il existait « un véritable engouement pour la psychanalyse dans la jeunesse révolutionnaire russe des années 1920 » (p. 30). Reich consacra l'essentiel de son travail aux patient-es de la policlinique de Vienne qui « se recrutaient parmi les ouvriers d'usine, les employés, les gens de maison, les étudiants et les travailleurs agricoles » (p. 48). C'est à leur contact qu'il remettra en question la « conception de la sublimation des pulsions dans le travail : les ouvriers au contraire souffrent dans leur tâche ; pour supporter le travail répétitif à l'usine, ils sont contraints à la mécanisation de leur comportement (...) ; ils doivent « s'inhiber » et se « cuirasser » (p. 60). En quelque sorte, la sublimation est un sport (cérébral) de riche...

Les recherches de Florent Gabarron-Garcia conduisent à remettre en cause une vision tout d'un bloc de Sigmund Freud alors même que ce dernier « a défendu, dans la pratique une vision politique progressiste, optimiste, et même favorable au communisme, au moins jusqu'en 1927⁵ ». « Jusqu'à L'avenir

d'une illusion, explique l'auteur, [Freud] reconnaissait l'oppression et l'exploitation d'une minorité sur la majorité comme une des causes majeures du malheur dans la civilisation sur lesquelles il était possible d'agir » (p. 20). A partir de 1930, le « retrait pessimiste » (p. 71) de Freud ne peut pas être compris en dehors du contexte politique et social. Tout comme « l'engagement radical » de Reich, ils « témoignent d'une crise de la psychanalyse elle-même qui, par des voies opposées, cherche à prolonger un destin en passe de s'assombrir et de se refermer » (p. 71). Avec *Malaise dans la culture*, la critique de l'illusion opérée par Freud « ne se limite plus à la religion mais s'étend au communisme » (p. 83) ; sans doute profondément déçu et désespéré, Freud fait porter le « lest de la violence (...) par la nature irrémédiablement agressive de l'homme » (p. 71), en-deçà de toute considération sociale ou historique. De sociale et politique, la violence devient alors ontologique. Cette fiction permettra de penser la maladie et les désordres psychiques en-dehors de toute prise en compte du contexte dans lequel vit le sujet. Et permettra à la psychanalyse dominante d'offrir à ses praticiens et praticiennes une position de neutralité surplombante, destinée à assurer sa survie, quel qu'en soit le prix. Ainsi, par exemple, de « la tentative de Jones et de ses acolytes aryens pour accommoder la psychanalyse au III^{ème} Reich » (p. 99). L'historiographie traditionnelle de la psychanalyse fait peu état de ce genre de détail de l'histoire. De même qu'elle occulte délibérément le militantisme clinique de Reich au sein du mouvement ouvrier.

L'aventure de Sexpol, association allemande pour une politique sexuelle prolétarienne (40 000 adhérent-es en 1931 !) ne saurait manquer d'intéresser les militant-es CGT que nous sommes. Reich y organise des conférences et des meetings et y applique sa méthode. Celle-ci consiste à partir « de la situation vécue des gens (...) ; c'est la vie concrète et quotidienne des ouvriers (travailler, se nourrir, avoir un logement, éduquer sa famille, sortir, etc.) faite de contraintes de toutes sortes qui explique leur conscience de classe » (p. 78⁶), explique Reich. Les

brochures de Annie Reich à destination des parents et des enfants, l'expérience de Vera Schmidt et du home d'enfants⁷ en Russie bolchévique, la trajectoire passionnante de Marie Langer⁸ qui rejoindra les Brigades internationales en Espagne lors de l'été 36... les femmes prirent leur part dans cet engagement de la psychanalyse révolutionnaire. Peut-on voir là une des raisons pour lesquelles cette part de notre histoire humaine et sociale est oblitérée, niée ou minorée par la pensée dominante ?

C'est tout le mérite de Florent Gabarron-Garcia de retracer également le parcours de François Tosquelles et de nous expliquer comment, à partir de « l'expérience transmise par Tosquelles (...) en France, Oury et Guattari mèneront leur travail clinique auprès des malades, au sein de la clinique de la Borde⁹ ». Du côté de l'Allemagne, dans les années 70, « l'expérience d'Heidelberg¹⁰ » retrace l'aventure du SPK, « collectif de patients socialiste ». Celle-ci, inscrite dans le sillage de Frantz Fanon, instaure une radicalité telle que « au-delà de la maladie mentale, il semble bien que toute maladie, avec ses symptômes, soit indissolublement liée au système capitaliste » (p. 178). Le SPK, en effet, « s'oppose frontalement à la neutralité de la science médicale. Avant d'être un fait organique, la maladie et ses symptômes sont un fait politique, et même le fait politique par excellence¹¹ ». Les risques dits « psycho-sociaux », accidents du travail et maladies professionnelles auxquels sont confronté-es les travailleurs et travailleuses, l'obésité et le diabète qui ravagent les populations en proie à la malbouffe, le stress post-traumatique des combattants de toutes les guerres... ne sont que quelques exemples pouvant illustrer ce postulat politique du SPK. Parce qu'en tant que syndicalistes, nous nous confrontons chaque jour aux problèmes de la souffrance au travail, nous savons que ça n'est pas la faiblesse psychologique de tel ou telle qui est à déplorer mais que c'est bien « le travail en régime capitaliste [qui] rend malade » (p. 182).

Avec cet ouvrage, Florent Gabarron-Garcia aura mis en lumière les noms et/ou les parcours de praticiens et de praticiennes de la psychanalyse qui n'ont jamais perdu

de vue « l'utilité [d'un] combat sur ces trois fronts que sont la psychanalyse, le marxisme et le féminisme » (p. 14). Eric et Frieda Fromm, Frantz Fanon, Ronald Laing, Maud Mannoni (et les collectifs dans lesquelles ils gravitaient) ; en Allemagne, en France, en Hongrie, en Catalogne, en Argentine, etc., plusieurs tentatives de pratiquer la psychanalyse hors des sentiers battus et des pensées rebattues de la psychanalyse de salon ont existé (et existent encore ?). On ne peut qu'espérer que la voie ouverte par Florent Gabarron-Garcia sera suivie par d'autres chercheurs et chercheuses.

« On ne peut aborder les textes comme les prises de position théoriques que par l'exégèse, en faisant fi des conditions historiques et matérielles de leur énonciation » (p. 84). Dans un même ordre d'idées, si cette histoire des pratiques, pouvait accorder une place plus importante à l'observation, à la description, à l'analyse précise des situations, des paroles et des gestes des acteurs, on ne saurait que s'en féliciter. Chercher en quelque sorte le corps politique au sein des archives laissées par les psychanalystes révolutionnaires et les expériences collectives auxquelles ils et elles ont participé... Voici un programme de recherche dont un possible également se dessine, que Florent Gabarron-Garcia soit pour cela remercié.

1. Paris, La Fabrique, 202

2. Wilhelm Reich

3. Paris, La Fabrique, 2021. Un ouvrage précédent ouvrait le chemin de celui-ci, L'héritage politique de la psychanalyse, Paris, La Lenteur, 2018.

4. Engagées dans la cité (polis)

5. Page 12. L'auteur souligne.

6. Page 78. C'est moi qui souligne

7. Fermé par Staline en 1924

8. A laquelle un chapitre entier est consacré, pp. 105-129.

9. Page 133. Le chapitre 5 (pp. 131-170) est consacré à cette aventure qui va « de la Commune catalane à la clinique de la Borde ».

10. Chapitre 6, pp. 171-193.

11. Idem. C'est moi qui souligne



La **CGT**
des établissements
d'**Enseignement supérieur**
et de **Recherche**

*Pour un Service public national
d'Enseignement supérieur et de Recherche,
laïque, démocratique et émancipateur*

L'écho du Sup

Le journal de la CGT FERC Sup ■ n°4 - Octobre 2023